

L'an DEUX MILLE VINGT-TROIS, le VENDREDI 24 FÉVRIER, à 16 h 08, le conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en PREMIÈRE SÉANCE ANNUELLE, dans la salle du conseil municipal, sur convocation légale de la maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales (séance clôturée à 18 h 22).

### **ÉTAIENT PRÉSENTS**

(dans l'ordre du tableau)

Éricka BAREIGTS, Jean-François HOAREAU, Brigitte ADAME, Jean-Pierre MARCHAU, Julie PONTALBA, Gérard FRANÇOISE, Monique ORPHÉ, Ibrahim DINDAR, Dominique TURPIN, Yassine MANGROLIA, Sonia BARDINOT, Jacques LOWINSKY, Marie-Anick ANDAMAYE, Gilbert ANNETTE, Marylise ISIDORE, Stéphane PERSÉE, Claudette CLAIN, Geneviève BOMMALAIS, Virgile KICHENIN, David BELDA, Fernande ANILHA, Christelle HASSEN, Éric DELORME, Jacqueline PAYET, Joëlle RAHARINOSY, Philippe NAILLET (arrivé à 16 h 19 avant l'examen des rapports), Érick FONTAINE, Jean-Claude LAKIA-SOUCALIE, Guillaume KICHENAMA, Jean-Alexandre POLEYA, Gérard CHEUNG LUNG, Arnaud HUGUET, Christèle BEAUMIER, Benjamin THOMAS, Alexandra CLAIN, Raihanah VALY, Nouria RAHA, Julie LALLEMAND (arrivée à 16 h 45 au rapport n° 23/1-006), Jean-Max BOYER, Audrey BÉLIM, Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY (arrivée à 16 h 45 au rapport n° 23/1-006), Jean-Pierre HAGGAI, Noela MÉDÉA MADEN, Michel LAGOURGUE, Henriette BABET, Haroun GANY

### **ÉTAIENT REPRÉSENTÉS**

(dans l'ordre du tableau)

Karel MAGAMOOTOO	pour toute la durée de la séance	par Stéphane PERSÉE
Julie LALLEMAND	jusqu'à son arrivée à 16 h 45 au rapport n° 23/1-006	par Jean-Pierre MARCHAU
Aurélié MÉDÉA		par Jean-Max BOYER
Vincent BÈGUE	pour toute la durée de la séance	par Jean-Pierre HAGGAI
Faouzia ABOUBACAR BEN VITRY		par Michel LAGOURGUE

### **DÉSIGNATION DE LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE**

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, procédé à la nomination de la secrétaire de séance prise dans le sein du conseil municipal. Audrey BÉLIM a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Les membres présents formant la majorité de ceux actuellement en exercice (46 présents sur 55), ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

## ÉLUS INTÉRESSÉS

En vertu de l'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part aux délibérations portant sur les rapports dont la liste suit.

Élus intéressés	en qualité de (d')	au titre de la (de l')	rapport n°
- Gérard FRANÇOISE	délégué / Département	SIDR	23/1-001
- Gérard FRANÇOISE	délégué / CINOR	SODIPARC	23/1-004
- Brigitte ADAME - Jacques LOWINSKY - David BELDA - Audrey BÉLIM	délégués / CINOR	NORDÉV	23/1-008
- Christelle HASSEN - Jean-Max BOYER - Jean-François HOAREAU - Gérard FRANÇOISE	délégués / Ville		
- Jean-François HOAREAU - Julie PONTALBA - Gilbert ANNETTE - Thomas BENJAMIN	délégués / CINOR	ÉPFR	23/1-013
- Jean-François HOAREAU - Michel LAGOURGUE	élu / Conseil municipal avocat	protection fonctionnelle activité professionnelle	23/1-032
SIDR	Société immobilière du Département de la Réunion	CINOR	Communauté intercommunale du Nord de la Réunion
SODIPARC	Société dionysienne de Gestion des Équipements	NORDÉV	Société d'Économie mixte de Développement du Nord de la Réunion
ÉPFR	Établissement public foncier de la Réunion		

## DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE

Philippe NAILLET	arrivé à 16 h 19	avant l'examen des rapports
Gérard FRANÇOISE (voir élus intéressés : SIDR)	sorti à 16 h 23 revenu à 16 h 25	avant le rapport n° 23/1-001 au rapport n° 23/1-002
Gérard FRANÇOISE (voir élus intéressés : SODIPARC)	sorti à 16 h 34 revenu à 16 h 39	avant le rapport n° 23/1-004 au rapport n° 23/1-005
Julie LALLEMAND (était représentée par Jean-Pierre MARCHAU)	arrivée à 16 h 45	au rapport n° 23/1-006
Véronique POUNOUSSAMY MALAYANDY	arrivée à 16 h 45	au rapport n° 23/1-006

**DÉPLACEMENTS D'ÉLUS EN COURS DE SÉANCE *et autre***

(suite)

Brigitte ADAME		
Jacques LOWINSKY		
David BELDA		
Audrey BÉLIM	sortis à 16 h 49	au rapport n° 23/1-008
Christelle HASSEN	revenus à 16 h 54	au rapport n° 23/1-009
Jean-Max BOYER		
Jean-François HOAREAU		
Gérard FRANÇOISE		
(voir élus intéressés : NORDÉV)		

<i>Jacques LOWINSKY</i>	<i>n'a pas pris part au vote du rapport n° 23/1-010</i>
-------------------------	---

Jean-François HOAREAU		
Julie PONTALBA	sortis à 17 h 03	au rapport n° 23/1-013
Gilbert ANNETTE	revenus à 17 h 15	au rapport n° 23/1-014
Benjamin THOMAS		

Joëlle RAHARINOSY	sortie à 17 h 55	au rapport n° 23/1-017
	revenue à 18 h 02	au rapport n° 23/1-021

Sonia BARDINOT	sortie à 17 h 55	au rapport n° 23/1-017
	revenue à 18 h 03	au rapport n° 23/1-021

Marie-Anick ANDAMAYE	sortie à 17 h 55	au rapport n° 23/1-017
	revenue à 18 h 04	au rapport n° 23/1-023

Jean-François HOAREAU	sorti à 18 h 13	au rapport n° 23/1-032
(voir élus intéressés : élu / Conseil municipal)	revenu à 18 h 17	avant la clôture de séance

<i>Michel LAGOURGUE</i>	<i>n'a pas pris part au vote du rapport n° 23/1-032</i>
(voir élus intéressés : activité professionnelle)	

**OBJET**      **Plan Ambition Jeunesse (PAJ)**  
Gratuité du transport en commun pour les jeunes de 6 à 26 ans  
Extension de la mesure à la tranche d'âge des 23-24 ans

---

Dans le cadre de l'effort de solidarité de notre collectivité en faveur des jeunes dionysiens et de leurs familles et suivant un principe de bienveillance sociale et environnementale, le Conseil municipal du 27 juin 2015 a délibéré en faveur de la gratuité du transport en commun urbain pour les jeunes de moins de 19 ans.

Considérant l'intérêt de cette mesure, le Conseil municipal du 12 décembre 2020 a délibéré sur le maintien de cette mesure de gratuité aux moins de 19 ans et son extension aux moins de 26 ans.

Prévue de manière échelonnée par tranche d'âge, la mise en place de la mesure a permis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 le maintien de la gratuité du transport en commun pour les jeunes compris entre la tranche d'âge de 6 à 18 ans, à l'ouverture de la mesure de gratuité aux jeunes compris dans la tranche d'âge de 19 à 20 ans et, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, les jeunes compris dans la tranche d'âge de 21 à 22 ans.

Le bilan fait état au 31 décembre 2022 de vingt-et-un-mille trois-cent-trente-huit bénéficiaires.

La mise en œuvre de la mesure se poursuivra sur la durée du mandat avec l'ouverture du dispositif, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023, à la tranche d'âge de 23 à 24 ans.

Les dépenses correspondantes pour l'année 2023, estimées à 1 725 800 euros, seront imputées au Budget principal de l'exercice 2023 sous le chapitre 011.

Aussi, je vous demande :

- 1° d'approuver l'extension de la mesure de gratuité du transport en commun pour les jeunes de la tranche d'âge de 23 à 24 ans, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023 ;
- 2° de m'autoriser ou mon (ma) représentant(e) à engager les dépenses correspondantes qui seront inscrites au Budget principal et à accomplir toutes les formalités nécessaires ;
- 3° de m'autoriser ou mon (ma) représentant(e) à signer les actes y afférents.

**OBJET**      **Plan Ambition Jeunesse (PAJ)**  
Gratuité du transport en commun pour les jeunes de 6 à 26 ans  
Extension de la mesure à la tranche d'âge des 23-24 ans

---

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le RAPPORT N° 23/1-004 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur Jean-Max BOYER - Conseiller municipal au nom des commissions « Ville Ambitieuse » et « Ville Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

**ARTICLE 1**

Approuve l'extension de la mesure de gratuité du transport en commun pour les jeunes de la tranche d'âge de 23 à 24 ans.

**ARTICLE 2**

Autorise la maire ou son (sa) représentant(e) à engager les dépenses correspondantes inscrites au Budget principal, et à accomplir les formalités nécessaires.

**ARTICLE 3**

Autorise la maire ou son (sa) représentant(e) à signer les actes y afférents.